

SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT EUROPÉENS
À L'EAU DU NIL ET AUX ODEURS DE JASMIN

Déchirements à 27 et houle en Méditerranée

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (vendredi) aura les allures d'une réunion extraordinaire de... la Ligue arabe !

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les décideurs de l'Union auront à analyser - sérieusement – les jurisprudences Ben Ali et Moubarak. Le second est, au jour d'aujourd'hui, encore coprésident de l'Union pour la Méditerranée.

Le premier bénéficia, avant sa fuite, de la part des 27 du prestigieux statut pour sa nation «de pays le plus avancé». Avant Ben Ali, le Maroc et Israël avaient eu droit à ce privilège. L'on se demande si l'Union européenne de Manuel Barroso n'a pas pour vocation d'accorder des primes aux dictateurs et aux colonisateurs (Egypte, Israël, Maroc, Tunisie benalienne).

Pour autant, les responsables de l'Union savent que quelque chose de profond, des activités en surface et

tectoniques ont lieu et risquent de balayer tout sur leur passage, jusqu'à la configuration actuelle de l'Union européenne.

Droits de l'homme, bonne gouvernance, sociétés civiles, libertés d'expression, de presse, d'association, pluralisme, élections démocratiques ont toujours constitué, en théorie, le socle sur lequel s'est assise la construction européenne.

Et autour duquel devaient se tisser et se nouer les relations tant intramuros qu'extra-muros, tant internes qu'internationales. Les actes, hélas, n'ont jamais suivi les proclamations de foi et les déclarations de bonne intention. Les constructeurs de l'Union européenne ont fonctionné de façon schizophrénique, parano, frisant la folie. La démocratie est un bon baromètre à l'intérieur de l'Union et mauvais à l'extérieur.

Ça frise avec le racisme.

Un Ben Ali, un Moubarak n'auraient jamais été reconnus et célébrés comme ils l'ont été s'ils étaient à la tête de pays européens, blancs, civilisés. Comme ils sont chefs d'Etat arabes qui commandent des Arabes, on peut fermer les yeux et être peu regardants. On peut même, comme l'a fait N. Sarkozy, imposer Hosni Moubarak comme co-président de l'Union pour la Méditerranée et accorder au régent de Carthage le statut de pays avancé. Vendredi, donc, les têtes pensantes de l'Union européenne, Allemagne, Royaume-Uni et France, notamment, plancheront sur le Caire et Tunis.

Il n'en sortira pourtant pas grand-chose de ce conclave de nantis. Cela fait quelques mois que Bruxelles a perdu pied politiquement dans la région. Economiquement, cela remonte à loin.

Les dénouements des crises, les solutions, les compromis et les changements se font, désormais, entre les

forces nouvelles, appelées confusément la rue arabe et les USA.

B. Obama et son administration, tirant les enseignements de l'expédition punitive contre l'Irak, ont compris que tout changement viable doit venir de l'intérieur et doit être intelligemment accompagné.

En Tunisie et en Egypte, les armées de ces deux pays n'ont pas voulu être responsables de carnage.

C'est un signe probant. Avant-coureur. Signe des temps : les Etats-Unis s'allient aux militaires alors que les 27 s'accrochent, jusqu'à l'extrême, aux basques des dictateurs. Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 aborderont, sans doute aussi, cette question.

Entre-temps, Hosni Moubarak sera déjà parti ou en partance. Il est déjà déchu. L'Union pour la Méditerranée a, désormais, un seul président : N. Sarkozy, mais est devenue une coquille vide.

A. M.

JORDANIE

Les manifestations font tomber le gouvernement

Le roi Abdallah II de Jordanie a nommé Maarouf Bakhit pour remplacer Samir Rifai à la tête du gouvernement et l'a chargé de mener de «réelles réformes politiques», a annoncé hier le palais royal après plusieurs manifestations de l'opposition au cours des dernières semaines.

Le roi a demandé à M. Bakhit, un ancien Premier ministre (2005-2007), «de prendre des mesures rapides et claires pour des réformes politiques réelles qui reflètent notre vision pour des réformes générales modernes soutenant notre action en faveur de la démocratie», dans sa lettre de désignation, selon le palais. Plusieurs manifestations ont eu lieu en janvier en Jordanie pour réclamer la démission de M. Rifai, à la tête du gouvernement depuis un peu plus d'un an, en raison de la politique économique de son gouvernement. «Nous voulons des réformes qui ouvrent la voie à notre peuple vers plus d'opportunités et une vie décente qu'il mérite», a ajouté le roi. La nomination de M. Bakhit, 64 ans, un ancien militaire, ambassadeur en Turquie (2002) puis en Israël (2005) devrait calmer la

rue en Jordanie, où il jouit d'une grande popularité. Maarouf Bakhit a fait carrière dans l'armée et a le grade de général. Il a en outre été coordinateur des pourparlers de paix dès sa mise à la retraite en 1999. La Jordanie et Israël ont signé la paix en octobre 1994. M. Bakhit a ensuite été nommé ambassadeur en Turquie, puis en Israël où il n'est resté que sept mois. Le roi l'avait en effet rappelé pour le nommer directeur de son bureau et adjoint à la Sécurité nationale.

Cet «homme de confiance» du roi avait été nommé Premier ministre en 2005, deux semaines après un triple attentat suicide à Amman en novembre qui avait fait 60 morts. Son gouvernement avait entamé un vaste programme de réformes, mais avait reçu instruction du roi surtout de «mener une guerre sans merci contre les groupes extrémistes et contre leur idéologie». Le Front de l'action islamique (FAI), principal parti d'opposition en Jordanie, a souligné lundi à l'AFP que, contrairement à l'Egypte, l'opposition n'appelle pas à un changement de régime dans le royaume mais demande des réformes politiques, ont indiqué lundi

des responsable du FAI. Une délégation du FAI a rencontré dimanche le Premier ministre Samir Rifai. «Une pétition réclamant notamment la démission du gouvernement, l'amendement de la loi électorale, la formation d'un gouvernement de salut national et l'élection du Premier ministre» lui a été remise, selon un responsable du FAI. M. Rifai, 43 ans, avait formé son cabinet en décembre 2009. Il a été reconduit dans ses fonctions en novembre à la suite des élections législatives. Son gouvernement avait obtenu un vote de confiance massif de la Chambre (111 voix sur les 120), celle-ci étant formée, à une majorité écrasante, de loyalistes proches du pouvoir. Ce vote a été fortement critiqué par les Jordaniens qui ont considéré que la Chambre a perdu toute crédibilité. Les islamistes, qui ont boycotté les élections pour protester contre la loi électorale qu'ils considèrent être à leur désavantage, ont appelé à dissoudre la Chambre et à organiser de nouvelles élections après un amendement de cette loi. Le Parlement a entamé des discussions sur l'amendement de la loi, suite à des directives en ce sens du roi.

TUNISIE

30 gradés de la police en retraite anticipée

Le ministère tunisien de l'Intérieur a mis hier en retraite anticipée d'office environ 30 directeurs généraux et directeurs de la police pour leur comportement du temps du régime du président déchu Ben Ali, a indiqué à l'AFP une source policière.

Parmi ces directeurs figure une personne qui serait recherchée par Interpol pour mauvais traitements sur des prisonniers, selon la même source qui a requis l'anonymat. Selon cette même source, le ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi a donné son accord à une augmentation de 140 dinars pour les cadres moyens et 49 dinars pour les cadres supérieurs, ajoutant que c'est «la première fois que l'augmentation des cadres moyens est plus importante que celle des cadres supérieurs». Le gouvernement de transition devait examiner hier la situation de la police, dont de nom-

breux éléments se sont mis en grève ou ont manifesté ces derniers jours à travers le pays. Des policiers ont débrayé lundi dans trois régions pour revendiquer un syndicat et de meilleures conditions de travail : Soussse (140 km au sud de Tunis), Kairouan (centre) et Bizerte (60 km au nord de Tunis). D'après l'agence TAP, qui citait hier une «source bien informée du ministère de l'Intérieur», le ministère a autorisé les policiers à former un syndicat indépendant. Le ministère, toujours selon la TAP, appelle «tous les agents des forces de l'ordre à reprendre immédiatement le travail et faire leur devoir pour protéger les acquis de la nation».

A Kasserine, ville du centre du pays, la police était invisible ces derniers jours, notamment lundi lors de violents incidents au cours desquels plusieurs bâti-

ments publics, dont la sous-préfecture, mais aussi privés ont été pillés et saccagés. Les policiers y étaient toujours invisibles hier alors que des centaines de jeunes s'étaient rassemblés au centre-ville. Kasserine avait été le théâtre d'affrontements sanglants début janvier au cours desquels, selon l'ONG Human Rights Watch, plus d'une vingtaine de personnes sont mortes, dans la ville même et dans la localité voisine de Thala. Durant ces journées d'émeutes, tous les postes de police de la ville ont été brûlés, et les policiers craignent aujourd'hui de sortir par peur des habitants qui veulent venger leurs morts, a précisé la même source. Le 22 janvier, des dizaines de membres des forces de l'ordre avaient manifesté à Tunis, au cri de «Policiers opprimés, policiers sacrifiés», pour notamment exiger le droit de s'organiser en syndicat.

YÉMEN

Le président convoque le Parlement aujourd'hui, veille d'une manifestation de l'opposition

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, confronté à des protestations populaires, a convoqué le Parlement et le Conseil consultatif à une réunion aujourd'hui, à la veille d'une manifestation prévue par l'opposition, a-t-on indiqué de source officielle.

Le chef de l'Etat devrait s'exprimer au cours de cette réunion extraordinaire, a-t-on précisé de même source, sans donner d'information sur la teneur de son intervention. Des milliers de Yéménites, inspirés par la Tunisie et l'Egypte, avaient manifesté jeudi dernier à Sanaâ à l'appel de l'opposition pour réclamer le départ du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

La réunion de la Chambre des députés et du Majlis

Al-choura (conseil consultatif) intervient à la veille d'une «Journée de colère» demain jeudi, toujours à l'appel de l'opposition. Le parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG), a également appelé ses partisans à des manifestations le jour même pour contrer l'opposition, selon une source du CPG.

Le Yémen est l'un des pays arabes les plus pauvres. Le président yéménite avait annoncé lundi la création d'un fonds pour l'emploi des diplômés et l'extension de la couverture sociale à un demi-million de personnes, dans une tentative de calmer les revendications populaires.

Dans le même temps, le parti au pouvoir a appelé dimanche les partis d'opposition, réunis au sein du

Forum commun, à reprendre le dialogue au sujet des réformes politiques, interrompu depuis la décision des autorités d'organiser des élections législatives le 27 avril sans attendre le résultat de ce dialogue.

Le chef du Forum commun, Mohamed al-Moutawakel, a cependant assuré aux journalistes qu'il «n'y aura pas de dialogue sans l'annulation des mesures prises unilatéralement par le parti au pouvoir», dans une référence à la décision de tenir les élections et et au projet d'amendements constitutionnels.

Les députés doivent examiner le 1^{er} mars une révision constitutionnelle susceptible d'ouvrir la voie à une élection à vie du président, au pouvoir depuis 1978.

SYRIE

Appel sur Facebook à manifester vendredi contre la «monocratie»

Un appel à manifester vendredi après-midi contre la «monocratie, la corruption et la tyrannie» en Syrie a été lancé ces derniers jours sur Facebook, pourtant censuré, au moment où des manifestations sans précédent en Egypte demandaient le départ du président Hosni Moubarak.

Un groupe Facebook, qui avait réuni plus de 7 800 membres hier matin, a lancé un appel à manifester sous le slogan de «La Révolution syrienne 2011».

Il invite les jeunes syriens à manifester vendredi après la prière, «la première journée de la colère du peuple syrien et de rébellion civile dans toutes les villes syriennes».

«Vous ressemblez aux jeunes de Tunisie et d'Egypte. Nous ne voulons pas une révolution violente mais un soulèvement pacifique (...), haussez la voix d'une manière pacifique et civilisée, car exprimer ses opinions est garanti par la Constitution», indique le groupe dans un communiqué publié sur le site. «Il ne faut plus accepter l'injustice», insiste-t-il.

«Nous ne sommes pas contre ta personne mais contre la monocratie, la corruption et la tyrannie et le fait que ta famille et tes proches se soient accaparés des richesses», indique encore le texte, en s'adressant au président syrien, Bachar al-Assad.

Le site Facebook est bloqué par les autorités syriennes mais les internautes, grâce à certains programmes, peuvent contourner la censure. Un autre groupe Facebook a appelé à un sit-in jeudi à 15h (13h GMT) devant le Parlement à Damas «en solidarité avec les étudiants, les employés, les chômeurs et les retraités désargentés». Samedi après-midi, les forces de l'ordre avaient empêché un rassemblement de jeunes près de l'ambassade d'Egypte à Damas. L'appel à ce rassemblement de solidarité avec les manifestants avait été également lancé sur Facebook.